

BULLETIN DU CERFAM

MAI 2021 N°7



“
**L'IMPORTANCE DE
L'ENRICHISSEMENT
DES ALIMENTS
DANS LA LUTTE
CONTRE LA FAIM ET
LA MALNUTRITION
EN AFRIQUE.**



© WFP/Marie DasyIva



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

CERFAM
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION



ÉDITORIAL



“ l’Afrique compte 13,8 millions d’enfants émaciés, 9,7 millions en surpoids et 58,7 millions d’enfants de moins de 5 ans qui souffrent de retard de croissance, problème majeur sur le continent.

La malnutrition demeure un problème majeur de santé publique et un obstacle au développement socio-économique de l’individu, de la communauté et de la société. Ses principales formes sont l’émaciation (la malnutrition aiguë), le retard de croissance, la carence en micronutriments (vitamines et minéraux), le surpoids ou l’obésité. La situation est particulièrement alarmante en Afrique sub-saharienne. Les progrès accomplis à ce jour restent insuffisants et aucun pays n’est en voie d’atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition d’ici 2025.

Selon les dernières estimations relevées dans le rapport 2019 de la Banque africaine de développement (BAD), l’Afrique compte 13,8 millions d’enfants émaciés, 9,7 millions en surpoids et 58,7 millions d’enfants de moins de 5 ans qui souffrent de retard de croissance, problème majeur dans le continent¹. Cette situation risque de se détériorer davantage en raison des conséquences sanitaires et socio-économiques dévastatrices de la pandémie de la COVID-19.

Pour faire face à cette situation, les pays africains ont mis en place des politiques et des mesures destinées à promouvoir la disponibilité et l’accès continu à des aliments sûrs, nutritifs et en quantités suffisantes. Une attention particulière est consacrée aux bonnes pratiques d’alimentation des groupes les plus vulnérables à la malnutrition, notamment les femmes et les enfants. Parmi les mesures proposées, figurent des stratégies basées sur l’alimentation telles que **la diversification alimentaire et l’enrichissement des aliments** ainsi que **l’éducation nutritionnelle** ou encore **les mesures de santé publique et de sécurité alimentaire**.

En effet, l’enrichissement des aliments ou fortification alimentaire, **reste l’une des interventions les plus efficaces qui offre un bon rapport coût-efficacité** pour lutter contre les carences en micronutriments, avec un impact significatif sur le développement du capital humain et sur la santé publique en particulier chez les femmes enceintes et les jeunes enfants. Ce sont pour la plupart des interventions durables, capables de promouvoir le bien-être et la santé des populations, et qui mettent davantage l’accent sur

l’amélioration de l’alimentation des jeunes enfants, comme signifié par Madame Marie-Pierre Poirier, directrice régionale de l’UNICEF pour l’Afrique de l’Ouest et du Centre dans l’entretien qu’elle nous a accordé (page 5).

Largement reconnu, soutenu et pratiqué dans de nombreuses régions du monde, et aussi dans certains pays en Afrique, **l’enrichissement des aliments a fait ses preuves depuis longtemps. C’est un processus qui consiste à sélectionner des variétés de plantes cultivées dans le but d’augmenter leur valeur nutritionnelle** (biofortification) **ou à ajouter de petites quantités de micronutriments** (vitamines, minéraux nutritifs et d’acides aminés) **dans les aliments de base afin de fournir aux consommateurs une quantité suffisante de nutriments censés améliorer leur profil nutritionnel**².

Une bonne nutrition n’est pas seulement un résultat, mais c’est aussi un investissement fondamental dans le développement du capital humain et partant économique d’un pays dans le long terme. La nutrition est au cœur des programmes « Nourrir l’Afrique » et « Améliorer la qualité de vie de la population de l’Afrique », qui figurent parmi les cinq priorités majeures de la Banque africaine de développement. Pour la Banque, éliminer la faim et assurer la sécurité nutritionnelle des populations ne peut se faire qu’avec de la volonté politique et de la détermination comme nous le rappelle M. Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement page 11.

A ce jour, 42 pays en Afrique ont pris l’engagement de renforcer leurs politiques de nutrition. Membres du Mouvement SUN, ces pays disposent d’un plan national de nutrition qui réunit les différents secteurs et les parties prenantes dans une approche trans-gouvernementale afin de lutter contre la malnutrition. En outre, 39 de ces pays membres disposent d’une législation sur l’enrichissement obligatoire des aliments, une bonne formule pour sauver des millions de vies en Afrique et partout dans le monde.

Bonne lecture.

¹ https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Continental_Nutrition_Accountability_Scorecard_Report-FR.pdf

² Fortification alimentaire : une stratégie pour prévenir et réduire les impacts du coronavirus en Haïti - SUN (scalingupnutrition.org)

SOMMAIRE

01 / P.04

Consultation de haut niveau sur l'enrichissement des aliments pour lutter contre les carences en micronutriments ou faim cachée en Afrique

02 / P.05

L'importance de l'enrichissement des aliments dans la lutte contre la malnutrition

+ INTERVIEW avec Mme. Marie-Pierre POIRIER / Directrice Régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

03 / P.8

L'impact transformateur de l'enrichissement des aliments sur la nutrition

Article rédigé par M. Penjani **Mkambula**, responsable du programme mondial pour l'enrichissement des aliments --- The Global Alliance for Better Nutrition (GAIN)

04 / P.11

L'importance des investissements financiers pour une meilleure nutrition en Afrique

+ CONVERSATION avec M. Akinwumi Ayodeji Adesina / Président de la Banque africaine de développement.

08 / P.21

L'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre de la stratégie d'enrichissement du riz en micronutriments au Sénégal

Article rédigé par Mme. **Fatiha Terki**, Directrice et Représentante résidente du PAM au Sénégal

05 / P.15

Appui du PAM à l'enrichissement des aliments en Afrique de l'Ouest et du Centre

Article rédigé par Mme. **Laouratou Dia**, Spécialiste en Nutrition, PAM Côte d'Ivoire en collaboration avec Mme. Clémence Maurin, Manager régional pour l'enrichissement des aliments, Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

06 / P.17

Des technologies innovantes pour la lutte contre les carences en micronutriments en Tanzanie

Article extrait de <https://innovation.wfp.org/project/sanku> de WFP Innovation

07 / P.19

Comment la transformation et l'enrichissement des aliments contribuent à lutter contre la faim et la malnutrition en Côte d'Ivoire ?

Article rédigé par Mme. **Alimata Coulibaly**, Directrice de l'entreprise LES PRECUIITS GLP / Aliments d'Afrique et Coordinatrice nationale du projet régional français MISOLA Côte d'Ivoire



À PROPOS DU CERFAM

Le Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) est le fruit d'un accord de partenariat stratégique entre le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) pour soutenir les pays africains dans l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Le CERFAM est une plateforme d'échanges, de partenariat et de coopération, qui permet aux pays d'avoir accès à la meilleure expertise disponible pour les soutenir dans leurs efforts de progrès vers la mise en œuvre des ODD, en particulier l'ODD 2.

Le CERFAM facilite et mobilise les compétences, fait la promotion et la mise en œuvre des bonnes pratiques et des solutions durables en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

Sa mission est menée par le biais d'approches novatrices et de mise en réseau des acteurs nationaux, régionaux et internationaux afin de produire des résultats tangibles et durables.

S'appuyant sur ses 4 piliers que sont la recherche, le plaidoyer et la communication, les partenariats et l'assistance technique, les interventions du CERFAM tirent parti de la coopération sud-sud et du renforcement des capacités pour appuyer les priorités nationales et régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Les domaines d'action prioritaires du CERFAM

- Appui aux gouvernements, institutions et partenaires dans la formulation, planification, mise en œuvre et suivi de politiques et interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Soutien aux programmes nationaux d'alimentation scolaire basée sur les achats locaux en appui aux filets sociaux et au développement de l'économie locale.
- Renforcement de la résilience des individus, des communautés et des systèmes locaux pour faire face aux chocs cycliques et récurrents.
- Priorisation des stratégies multisectorielles et novatrices en matière de nutrition qui s'inscrivent dans un système alimentaire durable.
- Optimisation de la chaîne de valeur alimentaire et appui au développement des systèmes d'approvisionnement performants et durables au profit des revenus des petits producteurs.



© GAIN

01 CONSULTATION DE HAUT NIVEAU SUR L'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS POUR LUTTER CONTRE LES CARENCES EN MICRONUTRIMENTS OU FAIM CACHÉE EN AFRIQUE

Pourquoi l'enrichissement des aliments ?

L'enrichissement des aliments, aussi appelé fortification alimentaire, est largement reconnu comme une stratégie de santé publique préventive, efficace, éprouvée et rentable pour assurer une nutrition optimale en réduisant les dépenses sanitaires dans le long terme. Actuellement, de nombreux pays en Afrique subsaharienne ont adopté des programmes d'enrichissement d'un ou plusieurs aliments pour leurs populations.

Des succès remarquables ont été obtenus notamment dans le cas de l'enrichissement de la farine en diverses vitamines du groupe B et de la margarine en vitamine A. La Côte d'Ivoire a été un des pays pionniers de l'enrichissement en Afrique de l'Ouest avec l'enrichissement du sel, de l'huile et de la farine de blé.

Le CERFAM appuie les efforts des pays africains en faveur de l'enrichissement des aliments en Afrique

Dans ce contexte, le Gouvernement de Côte d'Ivoire et le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) à travers le CERFAM organiseront une consultation de haut niveau sous le thème: « L'enrichissement des aliments: quelle approche alimentaire pour réduire les carences en micronutriments en Afrique ? ». Cet événement sera organisé en étroite collaboration avec l'Union Africaine et l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS) et se tiendra à Abidjan, en septembre 2021.

La consultation s'inscrit pleinement dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, de la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérée de l'agriculture pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie, de la Stratégie régionale africaine de la nutrition 2015-2025 et de l'Agenda 2030 des Nations Unies, en particulier de l'objectif de développement durable 2-Faim Zéro.

La consultation sera l'occasion d'encourager les discussions et le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les différents pays et les parties prenantes impliqués dans l'enrichissement des aliments aux niveaux mondial, régional et national. De même, les débats déboucheront sur des recommandations et actions opérationnelles concrètes à l'endroit des gouvernements, aux partenaires au développement et aux autres acteurs clés afin d'accompagner et soutenir les efforts des pays africains pour l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes.

La consultation réunira des représentants des gouvernements, des organisations régionales et sous-régionales, du Réseau des parlementaires africains, des partenaires au développement, des agences de contrôle et de régulation, des experts techniques, des représentants du secteur privé, du milieu académique et des organisations de la société civile.

Dans son rôle de catalyseur et de centre de connaissances pour les bonnes pratiques, le CERFAM travaille avec les gouvernements, les partenaires techniques et financiers ainsi que les autres acteurs pour promouvoir une alimentation adéquate, saine, diversifiée et nutritive pour tous.

L'IMPORTANCE DE L'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS DANS LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

+ Interview avec
Madame Marie-Pierre POIRIER /
**Directrice Régionale de l'UNICEF pour
l'Afrique de l'Ouest et du Centre.**



02

1
**QUELLES SONT LES
MESURES ESSENTIELLES
NÉCESSAIRES POUR
LUTTER CONTRE LA
MALNUTRITION SOUS
TOUTES SES FORMES,
EN PARTICULIER
LES CARENCES EN
MICRONUTRIMENTS,
EN AFRIQUE ?**

Chaque enfant a le droit à une nutrition optimale. Aujourd'hui, la nécessité d'une nutrition optimale n'a jamais été aussi cruciale en Afrique de l'Ouest et du Centre³. Bien qu'elle ne concentre que 11% des enfants âgés de moins de 5 ans du monde, la région représente 20 pour cent du fardeau mondial du retard de croissance. De plus, malgré une diminution de la prévalence, le nombre absolu d'enfants souffrant de retard de croissance est en hausse⁴. Améliorer l'accès à des régimes alimentaires nutritifs, à des services de qualité et promouvoir des pratiques favorables à la nutrition demandent un engagement commun, avec des investissements adéquats de la part des gouvernements, du secteur privé et des communautés. La lutte contre la malnutrition, notamment les carences en micronutriments, requiert une approche holistique et multisectorielle, centrée sur la prévention de la malnutrition, avec des mesures clés pour créer des liens entre les solutions immédiates et celles à long terme, mais également créer des conditions qui autonomisent les communautés et améliorent leur alimentation et leur résilience.

2
**COMMENT L'UNICEF
SOUTIENT CES EFFORTS
EN AFRIQUE DE L'OUEST
ET DU CENTRE ET À
TRAVERS LE CONTINENT
? QUELS SONT LES
PROGRÈS RÉALISÉS À
CE JOUR ?**

La nutrition a depuis longtemps été au cœur du travail de l'UNICEF. L'objectif principal de nos programmes de nutrition est de prévenir la malnutrition maternelle et infantile sous toutes ses formes tout au long du cycle de vie⁵. Lorsque les efforts de prévention de la malnutrition échouent, nos programmes visent à garantir la détection et le traitement précoces des enfants souffrant de malnutrition. Pour y parvenir, l'UNICEF propose une approche systémique qui vise à renforcer la capacité des systèmes clés à fournir des régimes alimentaires nutritifs et des services de qualité et promouvoir des pratiques nutritionnelles optimales. Les systèmes alimentaires sont au centre de cette approche, et plus que jamais avec les leçons tirées de la pandémie de COVID-19 mais aussi l'opportunité offerte par le prochain Sommet sur les Systèmes Alimentaires⁶ et le Sommet sur la Nutrition pour la Croissance.

Aujourd'hui, grâce à notre action collective, la proportion de nourrissons âgés de moins de 6 mois allaités exclusivement au sein a progressivement augmenté dans la région passant de 23% vers 2005 à **37,4% EN 2020⁷**

⁷ UNICEF Global Nutrition database, 2020

³ <https://www.unicef.org/wca/>

⁴ UNICEF/WHO/The World Bank Group joint child malnutrition estimates: levels and trends in child malnutrition, 2020 edition

⁵ UNICEF Nutrition Strategy 2020–2030. UNICEF, <https://www.unicef.org/media/92031/file/UNICEF%20Nutrition%20Strategy%202020-2030.pdf>

⁶ "The food system comprises the policies, services and actors needed to ensure a population's access to good diets – defined as diets that are nutritious, safe, affordable and sustainable", UNICEF Nutrition Strategy 2020–2030.

3 COMMENT LA FORTIFICATION DES ALIMENTS PEUT-ELLE ÊTRE MISE À PROFIT DANS LE CADRE DE LA DÉCENNIE D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION (2016-2025), DU SOMMET DE TOKYO SUR LA NUTRITION POUR LA CROISSANCE (N4G) DE 2020 ET DU SOMMET SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DE 2021 ?

Cette réalisation remarquable prouve qu'un changement positif pour la nutrition est possible à grande échelle. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour que la région soit sur la bonne voie pour atteindre les objectifs mondiaux de nutrition⁸.



La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et les prochains Sommets mondiaux sont des opportunités uniques de renouveler notre engagement en faveur de la fortification à grande échelle.

Les systèmes alimentaires ont un rôle essentiel pour assurer la qualité de l'alimentation des enfants. Il est donc important d'aider les pays à améliorer la qualité des aliments,

de l'environnement et des pratiques alimentaires des enfants. Dans le cadre de cet effort, l'UNICEF, en collaboration avec ses partenaires, s'engage à maintenir son soutien de longue date à la fortification à grande échelle des aliments largement consommés et à accélérer les acquis des programmes liés à la fortification à grande échelle dans la région, comme l'une des stratégies les plus efficaces pour améliorer les apports en nutriments essentiels. L'UNICEF est convaincu que l'amélioration et le maintien des programmes nationaux de fortification à grande échelle doivent s'intégrer aux autres efforts pour prévenir et contrôler les carences en micronutriments. Ceci contribuera en particulier à une bonne nutrition de la population en général, notamment les femmes, les enfants d'âge scolaire et les adolescents.



© UNICEF/Pirozzi

8 <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/>

4 QUELS PEUVENT ÊTRE LES MESSAGES OU RECOMMANDATIONS CLÉS À ADRESSER AUX PAYS AFRICAINS EN VUE DE PROMOUVOIR DES ACTIONS CONCRÈTES POUR PRÉVENIR LES CARENCES EN MICRONUTRIMENTS, NOTAMMENT LES PROGRAMMES D'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS ?

En plus de la fortification à grande échelle, des approches adaptées sont nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des plus jeunes qui sont moins susceptibles d'avoir leurs besoins nutritionnels couverts grâce à la fortification à grande échelle. Alors que les régimes alimentaires au cours des deux premières années de la vie ont un impact durable sur la survie et le développement de l'enfant, seul un enfant sur cinq âgé de 6 à 23 mois⁹ reçoit le nombre minimum de groupes d'aliments recommandé¹⁰, et seul un enfant sur dix reçoit un régime alimentaire minimum acceptable dans la région. Ces statistiques sont préoccupantes et confirment que les besoins uniques des jeunes enfants ne sont pas suffisamment pris en compte dans les efforts visant à améliorer les régimes alimentaires et les systèmes qui les soutiennent, notamment les systèmes alimentaires. L'UNICEF appelle, et s'engage à soutenir des politiques ciblées et des programmes intégrés visant à améliorer l'alimentation des jeunes enfants, notamment en accordant une attention particulière aux aliments de complément enrichis. L'engagement avec le secteur privé, dans le cadre d'un partenariat public-privé renouvelé, sera essentiel pour rendre les aliments de complément enrichis et produits localement disponibles et abordables pour les populations de la région¹¹, y compris les plus vulnérables. Cette action essentielle peut non seulement contribuer à améliorer l'alimentation des jeunes enfants, mais aussi servir de point d'entrée innovant pour des approches intégrées pilotées par les communautés, comprenant une production agricole sensible à la nutrition, des activités d'autonomisation des femmes et de génération de revenus ainsi que des services de protection sociale, avec d'autres interventions nutritionnelles sensibles et spécifiques à la nutrition, façonnant ainsi des systèmes multisectoriels pilotés par les communautés pour un avenir meilleur. Les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition et centrés sur l'enfant sont plus que jamais essentiels si nous voulons améliorer efficacement l'alimentation des jeunes enfants - un impératif pour l'agenda 2030.

5 QUEL A ÉTÉ L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LA SITUATION NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE ? QUELLES SONT LES STRATÉGIES ET MESURES CLÉS NÉCESSAIRES POUR FAIRE FACE AUX CONSÉQUENCES NÉGATIVES DE LA PANDÉMIE SUR LA NUTRITION CHEZ LES PLUS VULNÉRABLES ?

La COVID-19 a déclenché une crise socio-économique sans précédent, menaçant de réduire à néant les acquis de développement durablement obtenus au cours des dernières décennies¹². Avant la pandémie, environ 12,9 millions de cas de malnutrition aiguë étaient attendus en 2020 dans la région, dont 4,1 millions cas de malnutrition aiguë sévère. En raison de la pandémie et de la détérioration de la sécurité alimentaire au Sahel, ces chiffres devraient atteindre 13,9 et 4,3 millions respectivement en 2021¹³. L'ampleur dramatique de la perturbation des services sociaux centrés sur l'enfant a été illustrée par la forte baisse de la supplémentation biannuelle en vitamine A, passant à 43 millions en 2020 contre 66 millions en 2019, ainsi que par la baisse de 8 pour cent des nouvelles admissions pour traitement de la malnutrition aiguë sévère. Mais c'est aussi de cette crise que de nombreuses opportunités sont nées pour que les gouvernements et les communautés adaptent leurs stratégies pour répondre à la COVID-19 et garantir un accès continu aux services essentiels pour les enfants et les femmes ;

9 Base de données mondiale de l'UNICEF, 2020

10 Amélioration de l'alimentation du jeune enfant pendant la période d'alimentation complémentaire Guide de programmation New York: UNICEF, 2020. Un régime alimentaire diversifié comprend des repas composés d'aliments provenant d'une variété de groupes d'aliments chaque jour : (1) lait maternel; (2) grains, racines et tubercules; (3) légumineuses, noix et graines; (4) produits laitiers (lait, yaourt, fromage); (5) aliments carnés (viande, poisson, volaille et foie ou abats); (6) œufs; (7) fruits et légumes riches en vitamine A ; et (8) autres fruits et légumes. Pour atteindre la diversité alimentaire minimale, 5 des 8 groupes alimentaires sont nécessaires.

11 <https://www.iram-fr.org/ouverturepdf.php?file=ird-rapportunicef-web150-complet-1602769912.pdf>

12 WCARO-Investment-Case-Overview-14Aug2020-Final.pdf & sub-saharan-africa-growing-crisis-world-opportunities

13 Analyse d'impact conjointe de l'insécurité alimentaire et du COVID-19 UNICEF-PAM

6 POURRIEZ-VOUS PARTAGER QUELQUES EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES NATIONALES ET RÉGIONALES QUI PEUVENT ÊTRE REPRODUITES ?

pour que le secteur public renouvelle ses investissements à long terme pour la réalisation des droits de l'enfant; et pour que les investisseurs accélèrent leurs efforts de relèvement pour les familles et les économies. La pandémie devrait être un catalyseur de progrès en mettant l'accent sur des solutions locales et durables afin qu'aucun enfant ne soit oublié.

Tout en appelant à mettre davantage l'accent sur l'amélioration de l'alimentation des jeunes enfants, nous avons travaillé, avec des partenaires, sur la mise en œuvre de deux initiatives régionales prometteuses, à savoir les initiatives "Plus fort avec le lait maternel uniquement"¹⁴ et "1ers Aliments". Ces initiatives, bien qu'elles soient au début de leur mise en œuvre, ont un fort potentiel pour contribuer à l'intensification des actions visant à protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel mais également à améliorer l'alimentation des jeunes enfants.

Au-delà de ces deux initiatives, j'encourage vivement la documentation et l'application des meilleures pratiques et des leçons apprises au niveau national et régional. Nous devons savoir ce qui fonctionne ou pas. La production, la diffusion et l'utilisation des connaissances sont essentielles pour guider la mise en œuvre d'approches adaptées au contexte en vue d'une mise à l'échelle des interventions nutritionnelles essentielles dans la région. Cette démarche doit être au centre de notre action collective.



© UNICEF/Pirozzi



© GAIN

03 L'IMPACT TRANSFORMATEUR DE L'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS SUR LA NUTRITION

L'état de la malnutrition et ses principales causes en Afrique

Malheureusement, le fardeau de la malnutrition sous toutes ses formes reste un défi majeur. Les carences en micronutriments touchent 2 milliards de personnes et environ 2 milliards sont en surpoids ou obèses. Les estimations montrent également qu'en 2019, 144,0 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, 47,0 millions d'enfants émaciés et 38 millions en surpoids.

En Afrique, la prévalence de la dénutrition à la fin de 2019 était de 19,1 pour cent de la population - en d'autres termes, c'est plus de 250 millions de personnes sous-alimentées soit une augmentation de près de 18 pour cent depuis 2014. La pandémie de COVID associée au fléau du criquet pèlerin en Afrique de l'Est ont inévitablement aggravé la situation.

Les causes sous-jacentes de la malnutrition en Afrique sont variées, mais comprennent l'insécurité alimentaire, des pratiques de soins ou d'alimentation inadéquates, un environnement et des services d'assainissement médiocres ou malsains et un manque d'accès aux services de santé entraînant des infections et des effets néfastes sur l'état nutritionnel. À la base de tout cela, il y a la pauvreté : les consommateurs à faible revenu dépendent principalement d'aliments de base bon marché ou abordables, qui sont de mauvaises sources de micronutriments. Environ 60 pour cent des consommateurs en Afrique subsaharienne ne peuvent pas se permettre une alimentation saine composée de fruits et légumes riches en nutriments et des aliments d'origine animale.

Le travail de GAIN pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes en Afrique

Le travail de GAIN se concentre sur la transformation des systèmes alimentaires pour améliorer la consommation d'aliments nutritifs et sûrs pour tous, en particulier par les personnes les plus vulnérables à la malnutrition. Cet objectif est atteint à travers les points suivants :

1. Améliorer la demande d'aliments sains et nutritifs. Par exemple, au Nigeria, GAIN a promu la diversité alimentaire en améliorant la consommation d'œufs par les enfants de moins de 5 ans en utilisant des approches visant à encourager les parents à acheter plus d'œufs pour la consommation de leurs enfants.
2. Fournir un appui axé sur l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs. Par exemple, 70 pour cent des aliments consommés en Afrique sont fournis par des Petites et Moyennes Entreprises (PME). GAIN travaille avec des PME dans des pays comme le Kenya, la Tanzanie et le Mozambique en leur fournissant une assistance technique pour améliorer la sécurité, la qualité et la désirabilité de leurs aliments.
3. Œuvrer au renforcement d'un environnement propice à la consommation d'aliments sains et nutritifs. Un bon exemple est l'assistance technique fournie par GAIN pour l'élaboration de normes concernant l'enrichissement des aliments et le renforcement des capacités réglementaires pour les programmes d'enrichissement des aliments dans divers pays d'Afrique, notamment le Nigeria, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, entre autres, ainsi que des communautés telles que la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC-CDA).

L'enrichissement des aliments et son impact transformateur sur la nutrition

Les programmes d'enrichissement des aliments (ajout de vitamines et de minéraux aux aliments de base et aux condiments) ont connu une longue évolution depuis les années 1990. Aujourd'hui, 88 pour cent de la population mondiale a accès au sel iodé, avec plus de 140 pays mettant en œuvre des programmes d'iodation du sel, 86 pays ont une législation obligatoire pour l'enrichissement d'au moins une céréale (maïs, riz ou blé) et 29 ont une législation obligatoire pour l'enrichissement des huiles comestibles. L'iodation du sel a été un grand succès de santé publique, le nombre de pays carencés en iode passant de 113 en 1993 à 20 en 2020. On estime également que l'iodation du sel a évité plus de 750 000 cas de goitre au cours des 30 dernières années. Cependant, des progrès sont encore nécessaires pour achever le travail sur l'iodation du sel et améliorer les autres véhicules alimentaires enrichis afin de contribuer à la prévention d'autres conditions telles que l'anémie nutritionnelle où les progrès sont à la traîne.

1. L'évolution des habitudes alimentaires dans la consommation d'aliments appelle à une révision des normes d'enrichissement existantes ou de certains aliments actuellement non enrichis comme le riz en Afrique de l'Ouest.
2. La conformité aux normes et à la législation d'enrichissement est faible dans divers contextes. Le renforcement de la capacité de réglementation et de l'application effective des normes est essentiel pour uniformiser les règles du jeu.
3. Renforcer un environnement propice pour les producteurs d'aliments enrichis. Par exemple, certains pays d'Afrique appliquent des tarifs allant jusqu'à 30 pour cent sur les prémélanges de vitamines et de minéraux utilisés pour l'enrichissement. Les gouvernements doivent être à l'avant-garde pour garantir la compétitivité des producteurs d'aliments enrichis.
4. Les pays doivent investir dans des évaluations de leurs programmes d'enrichissement pour examiner l'impact et apporter des ajustements si nécessaire.
5. Davantage d'investissements sont nécessaires pour étendre les programmes d'enrichissement, en général, y compris une coopération régionale renforcée telle que des normes harmonisées étaient justifiées pour éliminer les obstacles et promouvoir le commerce intrarégional.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et le sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance (N4G) qui se tiendront vers la fin de 2021 sont deux événements clés qui offrent aux gouvernements, à la société civile, aux donateurs, aux agences multilatérales et au secteur privé l'occasion de **prendre des engagements** pour aborder le programme inachevé de l'enrichissement des aliments.

Article rédigé par Monsieur Penjani Mkambula, responsable du programme mondial pour l'enrichissement des aliments --- The Global Alliance for Better Nutrition (GAIN)



88%
D'ACCÈS AU
SEL IODÉ
par la population mondiale.



+750 000
CAS DE GOITRE
ÉVITÉS
grâce à l'iodation du sel au cours des 30 dernières années

L'IMPORTANCE DES INVESTISSEMENTS FINANCIERS POUR UNE MEILLEURE NUTRITION EN AFRIQUE

+ Conversation avec Monsieur Akinwumi Ayodeji Adesina / **Président de la Banque africaine de développement.**

04



CONVERSATION

1 MONSIEUR LE PRÉSIDENT, À VOTRE AVIS, QUELS SONT LES PLUS GRANDS DÉFIS ET MENACES POUR LA NUTRITION EN AFRIQUE?

Cette malnutrition limite les capacités humaines, la productivité et l'espérance de vie. Les femmes souffrant de malnutrition pendant la grossesse donnent également naissance à des enfants de faible poids qui souffrent de malnutrition. Cela peut entraîner un retard de croissance, ce qui nuit au développement du cerveau et diminue l'atteinte des capacités cognitives plus tard dans la vie. Les enfants atteints de retard de croissance aujourd'hui mèneront à des économies en retard demain. Les investissements dans les infrastructures de la matière grise - la puissance intellectuelle collective du continent africain - garantiront une base de capital humain compétente, saine, nourrie et protégée qui propulse une croissance inclusive.

Malgré des progrès récents, le nombre total d'enfants souffrant d'un retard de croissance en Afrique est passé de 50 millions à 58 millions entre 2000 et 2018. La pandémie COVID-19 a exacerbé cette situation, avec une augmentation de 7 pour cent de l'extrême pauvreté en quelques mois seulement¹⁵. La pandémie a créé un choc sanitaire et économique majeur qui a eu un impact sur la santé, la nutrition et les moyens de subsistance des populations.

Le Plan d'action multisectoriel de la Banque pour la nutrition vise à contribuer à une réduction de 40% du nombre d'enfants souffrant de retard de croissance en Afrique d'ici 2025 et guide la mise en œuvre de la dimension nutritionnelle de la stratégie de la Banque Feed Africa.



CONVERSATION AVEC MONSIEUR AKINWUMI AYODEJI ADESINA / PRÉSIDENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT.

Bien que l'appui nutritionnel de la Banque se concentre sur le secteur agricole, nous tirons également parti des investissements de la Banque dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que dans les secteurs sanitaire et social, pour concevoir des projets qui prennent en compte la nutrition. À travers quelque 22 projets intelligents en matière de nutrition, la Banque a investi environ 300 millions de dollars dans des interventions qui contribuent à l'amélioration des résultats nutritionnels.

2 À VOTRE AVIS, COMMENT BRISER LE CYCLE DE CES TAUX ÉLEVÉS DE MALNUTRITION?

Il est nécessaire d'investir davantage dans la nutrition aux niveaux national et régional en Afrique. L'investissement doit tenir compte des ressources externes et des ressources nationales pour une meilleure durabilité. Il y a un besoin d'interventions intelligentes en matière de nutrition dans d'autres secteurs connexes, tels que la planification familiale, l'eau, l'assainissement et l'hygiène; et protection et développement de la petite enfance, etc¹⁶. Les interventions nutritionnelles du secteur de la santé doivent garantir que l'ensemble minimal d'interventions nutritionnelles est pleinement intégré dans le système de santé. Un autre aspect est la nécessité de garantir des programmes d'efficacité et d'optimisation des ressources, dans le cadre des systèmes de gouvernance qui permettront le soutien des réformes ainsi que des lois visant à améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables.

Les gouvernements doivent débloquer des opportunités pour le développement de partenariats public-privé pour la nutrition au niveau des pays, en particulier pour soutenir la livraison d'aliments sains et nutritifs.

La Banque s'emploie à briser le cycle de la malnutrition en Afrique, par exemple en donnant la priorité aux investissements intelligents en matière de nutrition, en particulier dans les secteurs qui représentent plus de 30% des dépenses publiques en Afrique et servent de moteurs sous-jacents de la nutrition - agriculture, éducation, la santé, la protection sociale ainsi que l'eau et l'assainissement.



CONVERSATION AVEC MONSIEUR AKINWUMI AYODEJI ADESINA / PRÉSIDENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT.

3

COMMENT LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT CONTRIBUE-T-ELLE À LA PROMOTION DE PROGRAMMES ET D'INTERVENTIONS DE NUTRITION DURABLE À TRAVERS LE CONTINENT?

Dans le cadre de sa stratégie Nourrir l'Afrique, la Banque mène des initiatives en cours, notamment :

- La Banque et l'Union africaine ont lancé l'initiative African Leaders for Nutrition afin de rallier un engagement politique de haut niveau pour faire progresser la nutrition en Afrique - en partenariat avec la Fondation Bill & Melinda Gates, Big Win Philanthropy et le Panel mondial pour l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition.
- Les Leaders africains pour la nutrition ont élaboré et lancé un tableau de bord de la responsabilité en matière de nutrition continentale pour aider à stimuler la responsabilité politique en matière de nutrition dans les pays membres de la Banque. Les indicateurs du tableau de bord soutiennent le suivi des progrès des pays vers les objectifs de nutrition et se sont avérés soutenir l'identification des lacunes et des décisions fondées sur des données factuelles pour conduire le programme de nutrition de l'Afrique.
- Notre partenariat «Banking on Nutrition» avec la Fondation Aliko Dangote et Big Win Philanthropy, contribue à renforcer la capacité de la Banque à réaliser le potentiel nutritionnel des investissements futurs. Miser sur la nutrition implique de redéfinir les investissements de la Banque dans des domaines tels que l'agriculture, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la protection sociale, la santé et l'éducation pour devenir «intelligents en matière de nutrition».
- Un exemple des investissements intelligents de la Banque en matière de nutrition: le Programme de renforcement de la résilience à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, un programme multinational de 36 millions de dollars dans 7 pays, avec des activités liées à la nutrition telles que des groupes de soutien de mère à mère pour la promotion de pratiques adéquates d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
- En 2018, la Banque africaine de développement a lancé un plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2018-2025 - destiné à catalyser des investissements intelligents en matière de nutrition dans la santé, l'agriculture et la protection sociale pour soutenir une réduction de 40 pour cent du retard de croissance sur le continent d'ici 2025.
- En outre, la Banque a développé un système de marqueurs nutritionnels pour aider les gestionnaires de projets et les décideurs à concevoir, catégoriser et suivre les projets nutritionnels intelligents en vue de leur contribution potentielle à l'accélération de la réduction du retard de croissance en Afrique.

4

POUVEZ-VOUS NOUS DONNER QUELQUES EXEMPLES D'INITIATIVES CONCRÈTES DÉVELOPPÉES PAR LA BANQUE POUR METTRE FIN À LA MALNUTRITION ET LUTTER CONTRE LES CARENCES EN MICRONUTRIMENTS, NOTAMMENT EN AFRIQUE ?

Par le biais de ses Technologies pour la Transformation Agricole Africaine, ou initiative TAAT, la Banque et ses partenaires ont aidé à intensifier la bio-fortification, par exemple, avec des haricots «à haute teneur en fer» en République démocratique du Congo et en République centrafricaine. Le consortium TAAT a mis à disposition 120 variétés de cultures bio-fortifiées aux agriculteurs et aujourd'hui, plus de 30 millions de personnes bénéficient de cultures bio-fortifiées, ce qui entraîne une réduction de la carence en fer, de la cécité nocturne et des maladies diarrhéiques.



+30 MILLIONS DE PERSONNES

bénéficient à ce jour des 120 variétés de cultures bio-fortifiées mises en place par la Banque africaine de développement et ses partenaires.

CONVERSATION AVEC MONSIEUR AKINWUMI AYODEJI ADESINA / PRÉSIDENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT.

5
QUEL MESSAGE AIMERIEZ-VOUS PARTAGER AVEC LES DÉCIDEURS, LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT ET LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES POUR TIRER PARTI DES RÉSULTATS NUTRITIONNELS AVANT LES ÉVÉNEMENTS MONDIAUX TELS QUE LE SOMMET DE TOKYO 2020 SUR LA NUTRITION POUR LA CROISSANCE (N4G) ET LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES 2021 ?

Nous appelons les dirigeants mondiaux et les dirigeants africains en particulier à investir dans la nutrition et les systèmes alimentaires durables qui atténuent l'impact du COVID-19 et d'autres virus émergents sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les dirigeants africains devraient veiller à ce que les programmes de réponse et de relèvement au COVID-19 intègrent la nutrition en veillant à ce que les actions et les plans de relance économique élaborés pour lutter contre la pandémie comprennent des plans pour garantir des aliments sains et nutritifs disponibles et abordables pour tous.

Alors que nous nous tournons vers le Sommet des Nations Unies sur la nutrition pour la croissance à Tokyo en décembre 2021, nous devons partager notre compréhension des préparatifs, des attentes et des opportunités que le Sommet présente à nos pays et au rôle des dirigeants africains. Il est nécessaire de faire preuve de leadership en Afrique pour prendre des engagements en matière de nutrition qui permettront à l'Afrique d'accélérer la réalisation de ses objectifs nutritionnels définis dans les ODD. La Banque, par le biais des leaders africains pour la nutrition, travaille avec des partenaires pour soutenir le processus à cet égard.



© AfDB

“

Nous appelons les dirigeants mondiaux et les dirigeants africains en particulier à investir dans la nutrition et les systèmes alimentaires durables qui atténuent l'impact du COVID-19 et d'autres virus émergents sur la sécurité alimentaire et la nutrition.



© CERFAM/Marina Méa

05 APPUI DU PAM À L'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Depuis 2004, l'enrichissement des denrées alimentaires est à l'ordre du jour au PAM. Le PAM se procure et fournit des aliments enrichis, tels que des céréales, des huiles et du sel, pour ses programmes et ses distributions de vivres. Pour avoir un impact significatif sur les carences en micronutriments, l'enrichissement doit: 1) impliquer un certain nombre d'acteurs et de partenaires, des gouvernements aux organisations non gouvernementales, aux groupes de défense et au secteur privé et 2) définir les vecteurs alimentaires les plus appropriés: sur la base de la consommation au niveau de la population, niveau de consolidation de l'industrie, etc. Il s'agit souvent de plusieurs véhicules alimentaires simultanément pour remédier à une série de carences et pouvoir combler le fossé. Le PAM joue un rôle de facilitateur dans les pays, reliant et aidant les gouvernements et les acteurs du secteur privé à fortifier les aliments de base au niveau local, et préconisant l'enrichissement dans les politiques nationales et internationales pour améliorer les résultats nutritionnels.

L'enrichissement des aliments à grande échelle peut être obligatoire ou volontaire. Le sel enrichi est obligatoire dans tous les pays d'Afrique occidentale et centrale (à l'exception de la Sierra Leone et de la Guinée équatoriale); la farine de blé est obligatoire dans tous les pays de la CEDEAO en plus du Cameroun et de la République du Congo; tandis que l'huile de cuisson n'est obligatoire que dans certains pays de la CEDEAO (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria, Mauritanie, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo)

L'enrichissement du riz: un domaine d'intervention clé pour le PAM

Jusqu'à présent, un aliment de base a été largement négligé dans les efforts d'enrichissement mondiaux: le riz. Le riz est un aliment de base pour la moitié de la population mondiale et peut contribuer jusqu'à 70 pour cent de l'apport énergétique quotidien, en particulier dans les pays en développement. Les endroits où le riz est un contributeur majeur à l'alimentation chevauchent souvent les zones où les carences en micronutriments sont les plus courantes. Le riz fortifiant a un grand potentiel pour aider à combattre la faim cachée à grande échelle. Le PAM distribue actuellement 300 000 tonnes de riz dans le cadre de ses programmes, mais seulement 2 pour cent de celui-ci est enrichi. En fait, l'enrichissement du riz devient rapidement un domaine clé sur lequel le PAM se concentre. Et ces dernières années, le PAM a aidé les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et du Centre à lancer leur programme national de riz enrichi.

Comment le PAM soutient-il l'enrichissement du riz au niveau des pays ?

Le gouvernement de **Côte d'Ivoire** a clairement indiqué sa volonté d'adopter une approche obligatoire de l'enrichissement du riz pour remédier à la carence en micronutriments de sa population (principalement la carence en fer). Gardant cet objectif à l'esprit, le PAM a fourni un appui technique et financier au gouvernement pour mener plusieurs analyses afin de déterminer la faisabilité de l'enrichissement du riz dans le pays. En 2018, une analyse paysagère a été réalisée suivie d'une étude de faisabilité

technique sur la structure des rizeries en 2019 et d'une analyse coûts-bénéfices en 2020 en partenariat avec "Nutrition International". À ce jour, le PAM travaille avec les institutions gouvernementales ainsi qu'avec le secteur privé pour piloter une étude d'acceptabilité (à la fois pour le riz importé et le riz produit localement) sur la base des normes et standards élaborés avec l'agence nationale pour les standards et la réglementation. Le PAM finance également le recrutement d'un consultant pour élaborer la stratégie nationale d'enrichissement du riz.

En **Gambie**, la stratégie d'enrichissement du riz est en cours d'élaboration et un projet pilote sera lancé, ciblant principalement les enfants d'âge scolaire dans le cadre du programme d'alimentation scolaire local. Le PAM a soutenu une évaluation des rizeries dans la région de Central River pour identifier la capacité des rizeries dans différents villages. Un meunier de riz a été identifié pour coopérer avec le PAM et produire du riz enrichi en appui au programme d'alimentation du pays.

Au **Sénégal**, grâce à la contribution du PAM, une analyse du paysage a également été réalisée en 2018 suivie de l'élaboration d'une feuille de route nationale. Dans le cadre du déploiement de cette feuille de route, un test d'acceptabilité est en cours de finalisation et des programmes pilotes seront lancés dans les cantines scolaires des régions de Matam et Kolda en 2021-2022.

Enfin, au **Nigeria** et au **Cameroun**, le PAM entame un dialogue avec le gouvernement sur l'enrichissement du riz, complétant l'analyse du paysage et au Cameroun en particulier, intégrant le riz enrichi dans les programmes d'alimentation scolaire.

Article rédigé par Madame Laouratou Dia, Spécialiste en Nutrition, PAM Côte d'Ivoire, en collaboration avec Madame Clémence Maurin, Manager régional pour l'enrichissement des aliments, Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.



LE RIZ FORTIFIÉ

a un grand potentiel pour aider à
combattre la faim cachée à grande échelle

© CERFAM/Marina Méa



**LE PAM ENCOURAGE ET SOUTIENT LES
GOUVERNEMENTS D'AFRIQUE DE L'OUEST
ET DU CENTRE** dans le lancement de
leur programme national de riz enrichi

06

DES TECHNOLOGIES INNOVANTES POUR LA LUTTE CONTRE LES CARENCES EN MICRONUTRIMENTS EN TANZANIE

Le défi de la nutrition en Tanzanie

La malnutrition due à la carence en micronutriments constitue un problème majeur de santé publique en Tanzanie. Le régime alimentaire est essentiellement basé sur les céréales (maïs et sorgho), les tubercules (manioc) et les légumineuses (le haricot), qui présentent de faibles teneurs en vitamines et en minéraux, et contribuent de manière significative à la mortalité infantile et maternelle. Afin de lutter contre les conséquences dévastatrices de la malnutrition, le pays a développé une politique nationale de nutrition, comportant des programmes intégrés de lutte contre les carences en vitamines et minéraux et des stratégies d'enrichissement des aliments.

Toutefois, jusqu'à 95% de la population, soit plus de 50 millions de personnes, ne bénéficient pas de ces programmes d'enrichissement des aliments à grande échelle car ils s'approvisionnent principalement en farine auprès de petits moulins, causant un taux de sous-nutrition très répandue dans le pays.

La fortification des aliments comme solution pour mettre fin à la faim

Face à cette problématique, Sanku, une entreprise locale se positionne pour relever le défi de l'enrichissement de la farine en Tanzanie. Sanku estime que l'enrichissement des aliments à petite échelle est un élément significatif pour améliorer le statut nutritionnel et éliminer la faim. Dans cette optique, Sanku a développé un doseur à connexion cellulaire, qui ajoute des micronutriments dans les aliments les plus consommés par les Tanzaniens, améliorant ainsi leur santé. Sanku fournit des outils

d'enrichissement, des formations et d'autres formes d'appui aux minotiers à petite échelle, leur permettant ainsi d'enrichir leur farine avec des micronutriments essentiels.

L'entreprise s'appuie sur des modèles de changement de comportement pour augmenter l'utilisation de farine enrichie par les meuniers et les consommateurs finaux. *"Grâce au doseur de Sanku pour le mélange de micronutriments et la capacité de fortifier, je suis désormais capable de proposer une farine riche en vitamines et nutriments essentiels et de me lancer sur le marché avec un produit à haute valeur ajoutée qui aidera à améliorer la santé de mes clients et mes revenus également"* se réjouit Brown Munyogwa, meunier de 32 ans du district de Kankonko en Tanzanie.

Des résultats encourageants et reconnus à l'échelle internationale

Sanku bénéficie du soutien de l'équipe de technologie alimentaire du PAM au Bureau régional pour l'Afrique australe, basé à Johannesburg. L'entreprise a été récompensée par Fast Company comme l'une des dix entreprises les plus innovantes d'Afrique en 2019, et par Time Magazine comme l'une des 100 meilleures inventions de 2019. À ce jour :

- Sanku a déjà aidé plus de 380 meuniers à enrichir leur farine, nourrissant quotidiennement plus de deux millions de personnes.
- Avec le soutien de Cargill et de WFP Innovation Accelerator, Sanku a recruté 21 meuniers supplémentaires, répartis dans neuf districts de trois régions de Tanzanie.
- Sanku a installé 24 doseurs, produit 119.000 kilogrammes de farine enrichie et atteint 18.000 personnes supplémentaires.

Grâce à l'abnégation de Sanku, plusieurs petits meuniers ruraux vendent de la farine enrichie au même prix que la farine standard.

Quelles sont les perspectives ?

L'objectif de la Tanzanie est de continuer à étendre l'utilisation de la farine enrichie au niveau national, en particulier dans la région des Southern Highlands, où la prévalence de la malnutrition chronique reste très élevée, et au-delà en Afrique de l'Est, tout en augmentant la capacité d'approvisionnement des meuniers.

Pour la deuxième phase, Sanku étudie la possibilité de fabriquer ses propres sacs de farine en achetant une imprimante et un fabricant de plaques. Ainsi, Sanku pourra produire des sacs à moindre coût, aura plus de contrôle sur le temps de livraison et, en fin de compte, permettra d'éviter une situation où un meunier se retrouve sans outils pour enrichir sa farine.

Article extrait de <https://innovation.wfp.org/project/sanku> de WFP Innovation



24 DOSEURS INSTALLÉS PAR SANKU

pour une production de
+119 000 kilogrammes
de farine enrichie



Merci beaucoup au PAM et à Sanku. Maintenant, je vais produire de la farine enrichie qui contribuera à améliorer la santé de mes clients ainsi que mes revenus.

Kabhateye, meunier en Tanzanie

© WFP innovation

07

COMMENT LA TRANSFORMATION ET L'ENRICHISSEMENT DES ALIMENTS CONTRIBUENT À LUTTER CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION EN CÔTE D'IVOIRE ?

La situation nutritionnelle en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, la malnutrition aigüe et les carences en micronutriments (vitamine A, fer, iode, zinc...) constituent par leur prévalence, un problème de santé publique. Suivant l'étude réalisée sur l'évaluation de l'état nutritionnel en 2019 dans le pays, la prévalence nationale de la malnutrition chronique globale est de 22.4 pour cent et la prévalence de la malnutrition aigüe globale au niveau national chez les enfants de 6-59 mois de 6.8 pour cent.

Depuis plusieurs décennies, la Côte d'Ivoire œuvre pour réduire la malnutrition par l'amélioration de la carence en micronutriments (les carences en fer, vitamine A et en iode) sur son territoire. La Côte d'Ivoire est donc un des pays pionniers de l'enrichissement des aliments en Afrique de l'Ouest avec, depuis 1994 l'iodation du sel et depuis 2007, l'adoption de deux arrêtés interministériels rendant obligatoire l'enrichissement de l'huile et de la farine de blé.

L'enrichissement de la farine infantile comme solution de lutte contre la malnutrition

Depuis 2004, l'entreprise GLP/Aliments d'Afrique ou "Les Précuits GLP", très engagée dans la lutte contre la faim cachée, travaille à mettre en œuvre des stratégies nécessaires pour relever le défi faim zéro en Côte d'Ivoire et dans la région d'ici 2025. "Les Précuits GLP" propose des aliments africains naturels, à longue durée de conservation et à cuisson rapide, notamment des produits déshydratés, la farine de mil, maïs, riz pour adulte et enfants, fonio précuit,

couscous de maïs, couscous de mil, les légumes et assaisonnements culinaires. L'entreprise forme également des femmes à la fabrication semi-mécanisée de farine infantile enrichie MISOLA, selon un processus bien défini, à partir des céréales (mil, maïs, riz, soja, arachide) et selon les ressources agricoles des régions. La farine MISOLA est produite dans des unités de transformation et vendue dans de nombreux réseaux de distribution, comme les marchés, kiosques, supermarchés, ONG humanitaires, pharmacies, etc. La farine MISOLA existe depuis 20 ans et des unités MISOLA existent dans plusieurs pays de la sous-région : Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso, Bénin, Guinée, Sénégal, où elle a fait ses preuves dans la lutte contre la malnutrition. En Côte d'Ivoire, il existe 3 Unités de Production de farine MISOLA (à Man, à Bouaké, et Korhogo), financées par le gouvernement ivoirien, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et sous la supervision de la Coordonnatrice nationale du projet régional français MISOLA Côte d'Ivoire.

Les avantages de la farine infantile enrichie MISOLA de GLP

En complément du lait maternel, la formule mil, soja, arachide, devient une solution locale possible à un problème national. La farine infantile enrichie MISOLA devient donc un aliment complet de haute valeur protéino-énergétique conçu pour prévenir et traiter la malnutrition et répondant aux besoins nutritionnels des nourrissons et enfants en bas âge. Parmi ses principaux avantages :

- La farine infantile MISOLA, après enrichissement et transformation, donne une farine assimilable digestible et répondant aux normes préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

- MISOLA associe des céréales et des légumineuses riches en huile afin d'en faire un aliment équilibré, fourni en protéines et en matières grasses.
- L'adjonction de vitamines et des sels minéraux permet de mieux répondre aux carences alimentaires.
- L'incorporation d'amylase à la farine MISOLA permet de préparer des bouillies trois fois plus énergétiques que les bouillies habituelles.
- Le grillage des ingrédients permet une bonne conservation de la farine et lui donne un goût agréable.
- La farine MISOLA a cet avantage d'être reproductible, indépendante d'importations et également utilisée comme « recette type » dans les formations éducatives.

La farine infantile enrichie MISOLA fait partie des meilleurs produits vendus en Afrique par GPL, qui respectent les normes d'hygiène afin de garantir une utilisation optimale en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

En plus de réduire la malnutrition des enfants, des femmes allaitantes, des femmes enceintes, des personnes âgées et des personnes sous traitement anti-retro-viraux, la farine MISOLA est également la voie bien indiquée pour la création de richesse au sein des femmes et des jeunes pour leur autonomisation économique en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

Article rédigé par Madame Alimata Coulibaly, Directrice de l'entreprise LES PRECUIITS GLP / Aliments d'Afrique et Coordinatrice nationale du projet régional français MISOLA Côte d'Ivoire.



© Alimata Coulibaly



La Côte d'Ivoire est l'un des pionniers de l'enrichissement des aliments en Afrique de l'Ouest

“ La farine MISOLA associe des céréales et des légumineuses riches en huile afin d'en faire un aliment équilibré.



© CERFAM/Marina Méa

08

L'ÉLABORATION D'UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE D'ENRICHISSEMENT DU RIZ EN MICRONUTRIMENTS AU SÉNÉGAL

L'enrichissement des aliments, une stratégie pour réduire la malnutrition au Sénégal

Les carences en micronutriments restent un problème majeur de santé publique au Sénégal, avec des taux d'anémie de 71 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois et de 54 pour cent chez les femmes en âge de procréer¹⁷. Ainsi, l'enrichissement – ou fortification des aliments en micronutriments a été retenu comme une des mesures de lutte contre les carences en micronutriments et soutenue par les documents officiels de politique nationale, notamment la Politique Nationale de Développement de la Nutrition (2015 – 2025) ou encore les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

Une réglementation rendant la fortification obligatoire s'applique déjà aux aliments de grande consommation tels que la farine de blé tendre enrichie en fer/acide folique, l'huile comestible raffinée en vitamine A et le sel en iode. Le Sénégal est d'ailleurs considéré comme un des pays pionniers en Afrique de l'Ouest à mettre en œuvre des stratégies d'enrichissement des aliments en vitamines et minéraux.

Le choix du riz comme un véhicule de choix pour l'enrichissement en micronutriments, et par conséquent pour la lutte contre les carences en micronutriments essentiels parmi toute la population et en particulier les groupes vulnérables, s'explique par sa consommation quotidienne répandue et en large quantité au Sénégal. Le riz est en effet l'aliment de base numéro un au Sénégal, avec une consommation qui se situe en moyenne à 198g/per capita/jour¹⁸.

L'engagement du PAM aux côtés du Gouvernement dans la stratégie d'enrichissement des aliments

L'intervention du PAM au Sénégal se situe à différents niveaux :

- la conduite d'une analyse situationnelle de l'enrichissement du riz menée en 2018, en partenariat avec Nutrition International (NI), pour étudier les possibilités d'introduire du riz enrichi au Sénégal, dans le cadre des études et des évaluations préalables à la mise en œuvre de l'enrichissement du riz au Sénégal.
- l'appui, avec d'autres partenaires, à l'organisation d'un 2ème atelier pendant lequel une feuille de route nationale a été élaborée et validée.
- la mise en œuvre d'une phase pilote consistant à éprouver la faisabilité technique de l'enrichissement du riz dans des conditions réelles afin de tirer les enseignements relatifs au passage à l'échelle et à la pérennisation de l'enrichissement du riz au Sénégal.
- l'appui, avec le soutien du bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre basé à Dakar, et du siège du PAM à Rome, dans toutes les étapes du processus, allant de la mise à disposition d'experts à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de ce projet.
- la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence en période de soudure mais aussi des repas scolaires aux enfants dans les zones d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
- l'appui par des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour l'achat et la consommation d'aliments fortifiés par les communautés et écoles appuyées.

17 EDS Continue, 2017

18 FAO Food Balance Sheets, 2013

Le PAM joue un rôle de facilitateur et a coordonné, à la demande des parties prenantes, la mise en place d'un comité restreint de suivi et de validation des activités inscrites dans la feuille de route nationale. Parmi les parties prenantes: le Conseil National de Développement de la Nutrition, le Comité Sénégalais pour la Fortification du Riz en Micronutriments, les différents Ministères concernés, le secteur privé rizicole, les institutions universitaires et de recherche, les organisations de la société civile, et les partenaires au développement.

Le Plan Stratégique Pays 2019-2023 du PAM au Sénégal ayant été développé en ligne avec les objectifs des politiques nationales, les interventions continueront à se dérouler en cohérence avec ces objectifs nationaux et en partenariat continu avec les acteurs nationaux.

2. La nature même de la filière du riz au Sénégal, caractérisée par la fragmentation des acteurs avec une prédominance des petites décortiqueuses villageoises sous équipées et de faible capacité. Pour répondre à ce défi, le PAM met déjà en œuvre des activités de renforcement de capacités des petits producteurs ; un focus particulier sera porté sur la filière du riz, avec l'objectif de renforcer toute la chaîne de valeur dans les zones d'intervention du PAM et de booster le marché local pour augmenter les revenus et capacités des petits producteurs

3. Le manque de données relatives au coût additionnel de l'enrichissement du riz au Sénégal et du scénario le plus efficace pour sa réduction. Le projet pilote qui sera mené par le PAM, en collaboration avec les différentes parties prenantes, sera essentiel pour apporter des réponses à ce défi.

Article rédigé par Madame Fatiha Terki, Directrice et Représentante résidente du PAM au Sénégal.

Les principaux défis rencontrés par le Gouvernement du Sénégal et les propositions de réponses du PAM

Les défis pourraient être classés en trois groupes:

1. la disponibilité des ressources financières et techniques pour conduire toutes les études et évaluations nécessaires ; à cet effet, le PAM a appuyé la réalisation de certaines études, et continue de plaider pour la mobilisation de ressources additionnelles auprès d'autres partenaires pour combler les gaps.



LE RIZ EST L'ALIMENT DE BASE N°1 AU SÉNÉGAL



LES ÉVÉNEMENTS À VENIR DU CERFAM



CERFAM
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION



Consultation de haut niveau :

THEME:

« L'enrichissement des aliments: quelle approche alimentaire pour réduire les carences en micronutriments en Afrique? »

DATE: 2 – 3 septembre 2021
LIEU: Abidjan, Côte d'Ivoire

Possibilité de s'enregistrer et participer en ligne.
Les liens suivront.



CERFAM
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION



Programme
Alimentaire
Mondial



organisent une série de webinaires conjoints sur les systèmes alimentaires durables, résilients et inclusifs pour une alimentation saine et des moyens de subsistance améliorés en Afrique.

Thème: Promouvoir la transformation des systèmes alimentaires pour accélérer les efforts des gouvernements africains pour éliminer la faim et la malnutrition pendant la COVID-19 et au-delà



Panélistes



Dr. Gouantoueu Guei,
Coordonnateur sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, Représentant au Sénégal



Chris Nkoi,
Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre PAM



Ariène Alpha,
Économie politique régionale - Politiques publiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour l'Afrique de l'Ouest - Zone sèche CIRAD



Dr. Jemimah Njuki,
Directeur Afrique IFPRI



Dr. Christiani Buani
Chef de Gestion des Opérations CERFAM

Modératrice

Date: Mardi 6 juillet 2021
Heure: 9:00-10:30 GMT

S'inscrire ici pour participer :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_i2lI06gSYmYd-1crBOrXg





© WFP



L'enrichissement des aliments - l'ajout de vitamines et de minéraux aux aliments couramment consommés - s'est avéré être une stratégie efficace pour réduire les carences en micronutriments" (WFP).

CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassane II,
Rue des Bougainvilliers, Lot 20
01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire •
Tel: (+ 225) 27 22 54 85 85



@WFP_CERFAM



wfp.org/cerfam ou wfp.org/publications/cerfam-newsletter pour relire nos précédents bulletins

Pour en savoir davantage sur le CERFAM : Patrick TEIXEIRA, Directeur a.i. patrick.teixeira@wfp.org
Marina MEA DIBY, Chargée de Communication marina.mea@wfp.org